

cet écart avec l'aide de l'extérieur. Le Canada constituait en Amérique du Nord une banque d'informations techniques, scientifiques et administratives des plus modernes. A d'autres égards, il était bien situé: son environnement ressemblait à celui de l'Union soviétique et il était en étroites relations avec les Etats-Unis.

Quant au Canada, il désirait améliorer ses relations en les fondant sur des principes pratiques de coopération dans des domaines d'intérêt commun, tels que le développement du Grand Nord, le commerce, les échanges scientifiques et les questions arctiques. Cela fournissait en outre à notre pays l'occasion d'accroître la compréhension entre l'Est et l'Ouest et de dissiper, au moyen de contacts et d'entretiens toujours plus fréquents, la méfiance traditionnelle des Soviétiques à l'endroit de l'Ouest.

Ceci dit, on manifesta de nombreuses façons ses dispositions à coopérer: expansion rapide des services directs de transports aérien et maritime, accroissement des échanges scientifiques, techniques et culturels, décision soviétique de participer à l'Expo 67, et échanges de visites. Le premier ministre soviétique suppléant, M. Dimitri Polyansky visita d'abord le Canada en 1966, puis en 1967, et de nombreux ministres soviétiques y vinrent par la suite. D'autre part, M. Paul Martin, alors secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, et plusieurs ministres canadiens se rendirent à leur tour en URSS.

Les rapports s'attédièrent lors de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en août 1968, mais les Soviétiques s'efforcèrent par la suite de rétablir des relations encore plus étroites. En juillet 1969, dans une déclaration générale de politique étrangère, le ministre des Affaires étrangères, M. Andrei Gromyko faisait état du renforcement des bonnes relations entre le Canada et l'URSS au cours des dernières années. Ce rapprochement s'était fait sentir dans les domaines économique, technique, scientifique et culturel et avait jeté de solides bases pour des contacts politiques. «Nous sommes en faveur d'un élargissement encore plus poussé des relations avec le Canada», ajoutait M. Gromyko.

Visite de M. Gromyko

Le Gouvernement canadien décida d'inviter M. Gromyko à faire une visite officielle au Canada. Au cours de ses entretiens avec les dirigeants canadiens en octobre 1969, le ministre soviétique des Affaires étrangères invita M. Trudeau et le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. Sharp, à visiter l'URSS dans un proche

avenir. On aborda aussi la question d'un accord en bonne et due forme sur les échanges scientifiques, technologiques et industriels déjà envisagé sous forme d'un accord global en 1966. Le conseil des ministres canadiens avait alors approuvé une recommandation de négocier un accord complet avec l'URSS sur les échanges culturels, scientifiques, techniques et autres. Lorsque M. Martin visita l'URSS à la fin de la même année, il fut convenu que les négociations en vue d'un tel accord commenceraient sous peu mais l'élaboration du projet d'accord dut céder le pas à d'autres questions avant d'être reprise en 1969.

A la lumière des expériences anglaise, belge et française (ces trois pays avaient tous négocié divers accords d'échanges avec l'URSS), les autorités canadiennes se rendirent compte que seul un accord sur les échanges industriels présentait des avantages pratiques réels. La question fut donc étudiée avec le vice-président du Comité d'Etat pour la science et la technologie, M. Gvishiani, lors de sa visite au Canada en avril 1970 et les négociations se poursuivirent pendant l'été et l'automne de la même année. Le premier ministre, M. Trudeau, devait signer l'accord au cours de la visite qu'il comptait faire en Union soviétique, en octobre 1970, mais le voyage ayant été remis en raison de la vague de terrorisme au Québec, l'accord sur les échanges industriels ne fut signé qu'en janvier 1971 par les dirigeants soviétiques et le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Jean-Luc Pepin, au cours de la visite de ce dernier en URSS.

Une commission mixte dont les coprésidents sont MM. Pepin et Yefremov fut créée avec la participation de représentants canadiens et soviétiques du gouvernement et de l'industrie. Ces derniers confèrent plusieurs jours à Moscou après la signature de l'accord. Ils dressèrent des programmes de travail dans divers domaines à l'intention de groupes mixtes qui les exécuteront sous l'égide de la Commission.

Ces groupes comptent de 8 à 12 représentants des deux parties et œuvrent dans les domaines suivants: architecture, construction, matériaux de construction; industrie du bois; industrie des métaux non ferreux; industrie de l'énergie électrique; industries du pétrole et du gaz. Depuis les réunions de la Commission, on a proposé la création de deux groupes supplémentaires: l'un dans le secteur des transports et l'autre dans celui de l'agriculture ou des «affaires agricoles»; les entretiens se poursuivent au sujet de cette proposition.

Les accords d'échanges succèdent aux visites officielles qui elles-mêmes succèdent aux visites de courtoisie.